

Royaume du Maroc  
Conseil National des Droits de l'Homme

*Département Information et Communication*

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

## LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

**10 Novembre 2011**  
**10 نونبر 2011**

## المصادقة على اللائحة النهائية للهيئات المعتمدة لملاحظة الانتخابات

للجنة ونظامها الداخلي بالإضافة إلى البت في اعتماد الدفقات الأولى لطلبات الاعتماد...

يذكر أن اللجنة تنوّل، بموجب القانون المحدث لها، تلقي ودراسة طلبات الاعتماد والبت فيها، العمل على تسليم، عن طريق الجهات المعنية، بطائق خاصة بملاحظي الانتخابات المعتمدين الناشرين لها وكذا الشارات التي يتعين عليهم حملها للتعريف بهويتهم ووضع رهن إشارة الملاحظين ميلا كما يحدد المبادئ والضوابط الأساسية التي يتعين أن يتقيدوا بها أثناء ممارستهم لمهامهم.

كما تعمل اللجنة على تنظيم دورات تكوينية لفائدة ملاحظي الانتخابات وتقوم بإحالة التقارير التي تتوصل بها من الجهات التي قامت بمهام الملاحظة المستقلة والمحايمة للانتخابات إلى السلطات العمومية المعنية.

وتتألف اللجنة الخاصة لاعتماد ملاحظي الانتخابات التي يرأسها رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان من الأعضاء التاليين:

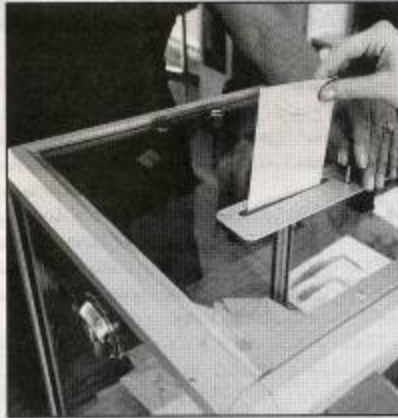
× الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، الذي يضطلع بكتابة اللجنة

× أربعة أعضاء يمثلون السلطات الحكومية المكلفة بالتعدل والداخلية والشؤون الخارجية والتعاون والاتصال

× ممثل عن المندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان

× ممثل عن الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها

× خمسة ممثلين عن جمعيات المجتمع المدني الممثلة داخل المجلس الوطني لحقوق الإنسان تقترحهم الجمعيات المذكورة على رئيس اللجنة.



توفرها على الشروط المنصوص عليها في القانون المحدد لشروط وكيفية الملاحظة المستقلة للانتخابات. علما بأن اللجنة استبعدت الترشيحات الفردية ولم تنظر إلا في الطلبات المقدمة من قبل الهيئات، كما ينص على ذلك القانون المشار إليه.

ويعد هذا الاجتماع السادس من نوعه الذي تعقده اللجنة الخاصة لاعتماد ملاحظي الانتخابات. وقد خصصت تلك الاجتماعات للمصادقة على استمارة طلب الاعتماد وميثاق الشرف الخاص بالملاحظين ومساطر الاعتماد والموقع الإلكتروني

عقدت اللجنة الخاصة لاعتماد ملاحظي الانتخابات يوم الجمعة 4 نونبر 2011 بمقر المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالرباط اجتماعا صادق خلاله على اللائحة النهائية للهيئات الوطنية والإجنبية التي تم اعتمادها للقيام بمهام الملاحظة المستقلة والمحايمة للانتخابات المزمع تنظيمها في 25 نونبر 2011 لاختيار أعضاء مجلس النواب.

وقد قامت اللجنة، المحدثة بموجب القانون 30.11 المحدث لشروط وكيفية الملاحظة المستقلة والمحايمة للانتخابات، باعتماد 16 هيئة وطنية ودولية انديتت نحو 4000 ملاحظ وملاحظة.

هكذا اعتمدت اللجنة الهيئات الوطنية التالية: الشبيح الجمعي لمرصد الانتخابات، المجلس الوطني لحقوق الإنسان، مركز حقوق الناس، المنتدى المدني الديمقراطي المغربي، منتدى الكرامة لحقوق الإنسان، المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، الهيئة المغربية لحقوق الإنسان - التحالف المدني للشباب من أجل الإصلاح، جمعية مبادرات حضرية (البرنامج التشاركي المغرب)، مركز الشروق للديمقراطية والإعلام وحقوق الإنسان، فدرالية الرابطة الديمقراطية لحقوق المرأة، جمعية إبداعات نسائية، جمعية حركة التوعية فرع ابن جرير.

أما بالنسبة للمنظمات غير الحكومية الدولية فقد تم منح الاعتماد لكل من المعهد الوطني الديمقراطي (National Democratic Institut)، شبكة الانتخابات في العالم العربي، منظمة (Gender Concerns International)، مجموعة الأبحاث الدولية للدراسات الناشئة وعبر الإقليمية (The International Research Group for Transregional & Emerging Area Studies).

وقد رفضت اللجنة اعتماد جملة من الهيئات نظرا لعدم

# Plus de 13 millions inscrits pour l'échéance électorale 4.000 observateurs aux aguets pour réussir le scrutin

© ALM/CHAFIK



4.000 observateurs relevant de 16 instances nationales et internationales accréditées pour observer les élections, 13.626.357 de Marocains inscrits sur les listes électorales, la gestion informatique de ces listes se poursuit auprès de la commission technique

nationale, le temps d'antenne est réparti entre les différents partis, les formations participant au vote se préparent pour la campagne électorale et défendent leurs programmes électoraux... Bref, tout le monde se mobilise à l'approche des élections

législatives du vendredi 25 novembre, notamment le ministère de l'intérieur, le Conseil national des droits de l'Homme et les partis politiques. L'objectif ultime étant de réussir ces échéances en redonnant confiance aux citoyens, en garantissant

l'aspect transparent et honnête et en rompant avec les pratiques malsaines et non démocratiques qui avaient contribué dans le passé à donner une mauvaise image de l'action politique. Le défi est de taille. ■

Voir pages 4-5

Revue

## Législatives 2011

# Le Maroc se mobilise pour faire réussir l'échéance

*À deux semaines seulement des élections du 25 novembre, les préparatifs se font à tous les niveaux pour faire réussir cette échéance cruciale pour l'avenir du pays.*

Mohamed Aswab  
maswab@aujourd'hui.ma

Quinze jours nous séparent de la date tant attendue du 25 novembre 2011. Dans deux semaines seulement, les Marocains auront rendez-vous avec l'opération électorale destinée à désigner les nouveaux locataires de la Chambre des représentants, la première du genre après la mise en place de la nouvelle Constitution. Les préparatifs se font à tous les niveaux pour faire réussir cette échéance cruciale pour l'avenir du pays. Du côté du ministère de l'intérieur, qui chapeaute l'opération électorale, les dernières retouches se font sur le cadre organisationnel. Après avoir achevé l'opération de renouvellement des listes électorales, le département de Taib Cherkaoui a affirmé que le nombre de Marocains inscrits sur ces listes s'établit à 13.626.357. Ainsi, l'opération de renouvellement a donné lieu à 1.214.003 nouvelles inscriptions et transferts d'inscription. La Commission technique nationale chargée de l'opération de traitement informatique des listes électorales auprès de l'Intérieur poursuit toujours son travail consistant en la gestion informatique de ces listes. Et pour compléter le tableau, le ministère a rendu public, comme à l'accoutumée, la liste de trente trois symboles qui ont été attribués aux partis pour les listes de candidats et candidates. Pour ce qui est du CNDH, et dans l'objectif de garantir la transparence et l'honnêteté des élections, la Commission spéciale d'accréditation des observateurs des élections a annoncé avoir accrédité 16 instances nationales et internationales ayant mandaté environ 4.000 observateurs pour les élections législatives du 25 novembre. S'agissant des médias publics, l'opération de tirage au sort des partis politiques par rapport à la grille d'utilisation des médias publics lors de la prochaine campagne électorale a eu lieu vendredi 4 novembre. Pour leur part, les partis politiques organisent, chacun à son tour,

des conférences de presse pour faire connaître aux citoyens leurs programmes électoraux et se préparent activement dans toutes les régions du Royaume pour la campagne électorale. Aussi, les formations devront présenter, au plus tard vendredi prochain, leurs listes de candidats et candidates pour les circonscriptions locales et la liste nationale. D'ailleurs nombre d'entre eux l'ont déjà fait. Et du côté des citoyens, les pronostics sur le parti qui remportera les prochaines élections et sur l'identité du futur chef de gouvernement animent les débats. La mobilisation s'accroît à tous les niveaux. Ceci s'explique par le fait que les Marocains attendent beaucoup de ces élections. Pour un pays qui a fait l'exception dans le contexte du printemps arabe et qui a choisi d'apporter le changement dans la sérénité, ces élections anticipées du 25 novembre devraient conserver les acquis démocratiques, redonner confiance aux citoyens et garantir la réconciliation entre les Marocains et l'action politique. ■

“

*Les partis organisent des conférences de presse pour faire connaître aux citoyens leurs programmes électoraux et se préparent activement dans toutes les régions pour la campagne électorale.*

**13.626.357 inscrits sur les listes électorales**



*La Commission spéciale d'accréditation des observateurs des élections a accrédité 16 instances nationales et internationales ayant mandaté environ 4.000 observateurs pour les élections.*

Le ministre de l'intérieur a annoncé, samedi 5 novembre, dans un communiqué, que le nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales générales après l'opération de renouvellement effectuée entre le 28 septembre et le 5 novembre 2011 s'établit à 13.626.357, dont 54,90% d'hommes et 45,10% de femmes. Au cours de l'opération de renouvellement, indique l'intérieur, les commissions compétentes ont effectué 1.214.003 nouvelles inscriptions et transferts d'inscription, dont 51,17% d'hommes et 48,83% de femmes. Le taux des nouveaux inscrits en milieu urbain est de 61,60% contre 38,40% en milieu rural. La ventilation par âge fait ressortir que 56,27% des nouveaux inscrits et des électeurs ayant effectué un transfert de leur inscription sont âgés de moins de 35 ans, contre 17,80% d'électeurs âgés entre 36 et 45 ans et 25,93% âgés de plus de 45 ans. S'agissant des radiations opérées par les commissions précitées, leur nombre a totalisé 694.594, dont 284.360 sont des cas de transferts d'inscription, 136.718 concernent des personnes que la commission compétente a établi qu'elles ne remplissent pas les conditions de résidence effective sur le territoire de la commune ou de l'arrondissement, 95.704 relèvent de personnes n'ayant pas prouvé leur identité sur la base de leur carte nationale d'identité, 63.740 cas de décès,

60.578 cas de déchéance du droit de vote, 53.374 cas de double inscription et 120 cas de radiation sur la base de jugements.

**4.000 observateurs accrédités pour le scrutin du 25 novembre**

La Commission spéciale d'accréditation des observateurs des élections a accrédité 16 instances nationales et internationales ayant mandaté environ 4.000 observateurs pour les élections. La commission a accrédité les instances nationales suivantes : le tissu associatif d'observation des élections, le Conseil national des droits de l'Homme, le Centre des droits des gens, le Forum civil démocratique marocain, le Forum Alkarama pour les droits de l'Homme, l'OMDH, l'Instance marocaine des droits de l'Homme, l'Alliance civique des



jeunes pour la réforme, l'Association initiative urbaine (programme participatif marocain), le Centre Chourouk pour la démocratie, l'information et les droits de l'Homme, la Fédération de la Ligue démocratique des droits de la femme, l'Association créativité féminine et l'Association Touiza, section Ben Guerir. Concernant les organisations non gouvernementales internationales, la commission a accrédité l'Institut national démocratique (National democratic institute), le Réseau des élections dans le monde arabe, l'organisation «Gender Concerns international» et le groupe de recherche internationale des études sur les espaces émergents et transrégionaux.

**Les symboles attribués aux partis**

Mouvement populaire : l'épi de blé, Parti de l'istiqlal : la balance, Union socialiste des forces populaires : la rose, Parti de la justice et du développement : la lampe, Rassemblement national des indépendants : la colombe, Parti du progrès et du socialisme : le livre, Union constitutionnelle : le cheval, Front des forces démocratiques : l'olivier, Parti authenticité et modernité : le tracteur, Parti socialiste unifié : la bougie, Congrès national ittihadî : le bateau, Parti socialiste : l'arganier, Parti de l'action : l'oeil, Parti du centre social : l'abeille, Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste : le flambeau, Mouvement démocratique et social : le palmier, Parti des forces citoyennes : la maison, Parti de la réforme et du développement : le croissant, Parti marocain libéral : le lion, Parti du renouveau et de l'équité : la pomme, Parti de la renaissance : le coq, Parti de la renaissance et de la vertu : le soleil, Parti de l'espoir : l'avion, Union marocaine pour la démocratie : le dauphin, Parti travailliste : la main dans la main, Parti de la société démocratique : le soc de charrue, Parti de la liberté et de la justice sociale : l'éléphant, Parti de l'union et de la démocratie : le robinet, Parti d'Al Ahd Addimocrati : la voiture, Parti de l'environnement et du développement durable : le cerf, Parti démocrate national : le parapluie, Parti de la gauche verte : la fibule, Parti démocratique et de l'indépendance : le dromadaire.



## Répartition du temps d'antenne

Au titre de la campagne électorale, les partis politiques ont été répartis en trois groupes pour ce qui est du temps d'antenne, en l'occurrence les formations ayant un groupe parlementaire dans l'une des deux Chambres ou d'un nombre suffisant de députés pour former un groupe, les partis représentés au Parlement mais sans groupe et les partis non représentés au Parlement. Chacun des trois groupes bénéficiera d'un temps d'antenne, à savoir 21 minutes pour le premier, réparties en trois séances de sept minutes, 15 minutes pour le deuxième, soit trois séances de cinq minutes, et neuf minutes pour le dernier groupe, en trois séances de trois

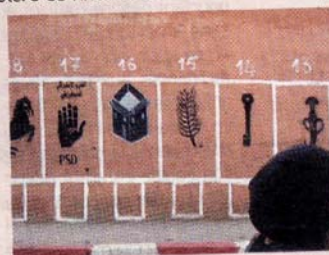
Pour bénéficier de cette couverture, chaque formation aura l'obligation de prévenir par écrit le média concerné 72 heures à l'avance.

minutes chacune. Les partis présents sous la coupole ont également droit à une séance unique d'intervention lors des bulletins d'information télévisés, dans le cadre de l'invité du journal, à raison de cinq minutes pour les partis de la première catégorie et trois minutes pour la deuxième. Quant à la couverture des rassemblements organisés par ces formations, chacune aura droit à une seule couverture de trois minutes pour le premier groupe, deux minutes trente secondes pour le deuxième groupe et deux minutes pour le dernier. Pour bénéficier de cette couverture, chaque formation aura l'obligation de prévenir par écrit le média concerné 72 heures à l'avance.

**L'opération de traitement informatique des listes électorales va bon train** : La commission technique nationale chargée de l'opération de traitement informatique des listes électorales a tenu, mardi à Rabat, une réunion de travail, a-t-on appris auprès du ministère de l'intérieur.

Lors de cette réunion, l'assistance a suivi un exposé sur le cadre régissant l'opération de renouvellement des listes électorales générales et leur vérification après traitement informatique, ainsi que sur le système de gestion informatique de ces listes. Le président de la commission technique nationale a demandé de mettre à la disposition de tous les membres de la commission les données statistiques relatives aux résultats de

l'opération de renouvellement des listes électorales et les documents juridiques relatifs à la vérification des listes électorales après leur traitement informatique. A cette occasion, il a informé l'assistance de certains cas d'inscriptions répétitives relevés lors de l'opération de renouvellement



des listes électorales suite à leur traitement informatique, ainsi que des cas d'erreurs matérielles survenues lors du traitement informatique

des données concernant les électeurs. La commission a ainsi enregistré 174.460 cas d'inscriptions répétitives sur le plan national, soulignant le rôle des commissions administratives et des commissions administratives adjointes dans l'identification de ces cas.

Revue de Presse du Conseil Nat

## 4000 مندوبا من 16 هيئة وطنية وأجنبية في مهمة ملاحظة الانتخابات التشريعية

و«المنتدى المدني الديمقراطي المغربي»، ومنتدى الكرامة لحقوق الإنسان، و«المنظمة المغربية لحقوق الإنسان»، و«الهيئة المغربية لحقوق الإنسان»-التحالف المدني للشباب من أجل الإصلاح»، وجمعية مبادرات حضرية (البرنامج التشاركي المغرب)، كما اعتمدت اللجنة «مركز الشروق للديمقراطية والإعلام وحقوق الإنسان»، و«فدرالية الرابطة الديمقراطية لحقوق المرأة»، وجمعية إبداعات نسائية»، وجمعية حركة التوزيرة فرغ ابن جرير»، وبخصوص المنظمات الدولية غير الحكومية، أشار البلاغ إلى أنه تم منح الاعتماد لكل من «المعهد الوطني الديمقراطي»، و«شبكة الانتخابات في العالم العربي»، و«منظمة جندر كنسرينز انترناشيونال»، و«مجموعة الأبحاث الدولية للدراسات الناشئة وعبر الإقليمية».

والتزاما منها بالمضامين الحرفية للقانون، رفضت اللجنة اعتماد جملة من الهيئات نظرا، بقول البلاغ، لعدم توفرها على الشروط المنصوص عليها في القانون

### مصطفى السالكي

طبقا لمقتضيات الدستور المغربي الجديد الذي ينص على «المراقبة المحايدة والمستقلة للانتخابات وفق المعايير الدولية المتعارف عليها»، وبعد حوالي شهر على فتح المجلس الوطني لحقوق الإنسان الباب لاعتماد مراقبين مغاربة وأجانب من أجل القيام بهذه المهمة خلال الانتخابات التشريعية السابقة لأوانها التي تنظم في المغرب يوم 25 نوفمبر الجاري لاختيار أعضاء مجلس النواب، صادقت اللجنة الخاصة لاعتماد ملاحظي الانتخابات خلال اجتماع عقده، يوم الجمعة الماضي، بمقر المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالرباط، على لائحة نهائية من 16 هيئة وطنية وأجنبية انتدبت نحو 4000 ملاحظا وملاحظة.

واعتمدت اللجنة، حسب ما جاء في بلاغ لها، كلا من «النسيج الجمعوي لرصد الانتخابات»، و«المجلس الوطني لحقوق الإنسان»، و«مركز حقوق الناس»،

تجربته السابقة، الحج. قبل تشكيل اللجنة الخاصة لاعتماد ملاحظي الانتخابات، على ضرورة الحماية القانونية لعمل الملاحظين، وذلك بمنح عملهم قوة قانونية تحصنهم من المضايقات التي تعرضوا لها في 2002، والتي ذهبت حد الإذلال والطرده من مكاتب التصويت.

ويمكن القول، في ظل مكتسبات المغرب وخطواته الجديدة على درب الديمقراطية، أن الأمل كبير في تسجيل البلاد مكتسب جديد يمثل في مراقبة دولية وطنية ومحلية للانتخابات التشريعية تنتفي فيها العوائق الذاتية والموضوعية، وتشمل المراقبة والملاحظة كل مراحل العملية الانتخابية على اعتبار أن الملاحظة تعني تتبع الملاحظين للعملية الانتخابية في كل مراحلها، وفي مختلف أبعادها ومستوياتها، لضمان تحقيق الأهداف التي نظمت من أجلها. وهي بذلك تكسب أهمية خاصة لأنها تشكل إحدى الضمانات المطلوبة لكي تكون نتائج الانتخابات النهائية مقبولة ومحترمة من قبل جميع المشاركين.

حرة ونزيهة. وهو جدل منطقي بالنظر، من جهة، إلى ما شاب مراقبة انتخابات 2002 و2007 من عوائق وصعوبات لم تسمح بضبط مواصفات الملاحظة الانتخابية في المغرب بالشكل الذي يسمح بتشكيل قطيعة مع الممارسات السابقة. بيد أن مختلف هذه الملاحظات كانت تجمع على ضرورة عدم الركون إلى زاوية النقد السلبي والتطلع إلى أجواء مغايرة خلال انتخابات الخامس والعشرين من نونبر الجاري اعتبارا لوجود معطيات جديدة يضمنها الدستور الجديد للبلاد.

فالهيئات الدولية التي صادقت عليها اللجنة، وعلى خلاف السابق، كثيرة العدد نسبيا مقارنة مع عدد مكاتب التصويت، كما أنها تعرف الواقع السياسي المغربي جيدا ومطلعة على مناطق النظام السياسي، ومن حسنات السماح المبكر لها أنه سيجعلها تستغل على كل مراحل الانتخابات اعتمادا على وسائلها ومناهج عملها المتطورة. أما بخصوص الهيئات المحلية والوطنية، فالنسيج الجمعوي، انطلاقا من

المحدد لشروط وكيفيات الملاحظة المستقلة للانتخابات، مشيرا بهذا الخصوص إلى أن اللجنة استبعدت الترشيحات الفردية ولم تنظر إلا في الطلبات المقدمة من قبل الهيئات.

ويعد اجتماع يوم الجمعة الماضي، الاجتماع السادس من نوعه الذي تعقده اللجنة الخاصة لاعتماد ملاحظي الانتخابات، وهي الاجتماعات التي خصصت للمصداقة على استمارة طلب الاعتماد وميثاق الشرف الخاص بالملاحظين ومساطر الاعتماد والموقع الإلكتروني للجنة ونظامها الداخلي بالإضافة إلى البيت في اعتماد الدفوعات الأولى لطلبات الاعتماد، دون أن تخلو من تعاليق ونقاشات النسيج الجمعوي المغربي الحرص على عدم تكرار مطبات الماضي القريب.

وقد حاولت هذه النقاشات رسم حدود تلاقى إرادة الدولة في ضمان ملاحظة تفضي إلى الإقرار بنتائج انتخابات مقبولة سياسيا واجتماعيا، محليا ودوليا، وإرادة هيئات المجتمع المدني المحلي والوطني والدولي في ضمان ملاحظة تكون معها الانتخابات

# 4000 مندوب من 16 هيئة وطنية ودولية يتولون مهمة الملاحظة في الانتخابات



بهويتهم ووضع رهن إشارة الملاحظين ميثاقا يحدد المعايير والضوابط الأساسية التي يتعين أن يتقيدوا بها أثناء ممارستهم لمهامهم.

كما تعمل اللجنة على تنظيم دورات تكوينية لفائدة ملاحظي الانتخابات وتقوم بإحالة التقارير التي تتوصل بها من الجهات التي قامت بمهام الملاحظة المستقلة والمحايدة للانتخابات إلى السلطات العمومية المعنية وثالثا للجنة الخاصة لاعتماد ملاحظي الانتخابات التي يرأسها رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان من الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان الذي يضطلع بكتابة اللجنة، وأربعة أعضاء يمثلون السلطات الحكومية المكلفة بالعدل والداخلية والشؤون الخارجية والتعاون والاتصال كما تضم اللجنة ممثلين عن المندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان، والهيئة الوطنية للزراعة والوقاية من الرشوة ومحاربتها، وجمعيات المجتمع المدني الممثلة داخل المجلس الوطني لحقوق الإنسان تقرّحهم الجمعيات المذكورة على رئيس اللجنة.

الانتخابات في العالم العربي، ومنظمة جندر كسبرينز انترناشيونال، ومجموعة الأبحاث الدولية للدراسات الناشئة وغير الإقليمية. ويذكر البلاغ أن اللجنة راضت اعتماد جملة من الهيئات نظرا لعدم توفرها على الشروط المنصوص عليها في القانون المحدد لشروط وتكليفات الملاحظة المستقلة للانتخابات مشيرا إلى أنها استجبت للترشيحات الغربية ولم تنظر إلا في الطلبات المقدمة من قبل الهيئات كما ينص على ذلك القانون المشار إليه.

ويعد هذا الاجتماع السادس من نوعه الذي تعقده اللجنة الخاصة لاعتماد ملاحظي الانتخابات، وهي الاجتماعات التي خصصت للمصادقة على استمارة طلب الاعتماد وميثاق الشرف الخاص بالملاحظين ومساطر الاعتماد والموقع الإلكتروني للجنة ونظامها الداخلي بالإضافة إلى البث في اعتماد الدفعات الأولى لطلبات الاعتماد. ويذكر أن اللجنة تفتول، بموجب القانون المحدث لها، تلقي ودراسة طلبات الاعتماد وابتدائها، والعمل على تسليم، عن طريق الجهات المعنية، بطايق خاصة بملاحظي الانتخابات المعتمدين التابعين لها. وكذا الشارات التي يتعين عليهم حملها للتعريف

صاغت اللجنة الخاصة لاعتماد ملاحظي الانتخابات خلال اجتماع عقده، الجمعة بمقر المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالرباط، على لائحة نهائية من 16 هيئة وطنية وأجنبية انتدبت نحو 4000 ملاحظا وملاحظة للقيام بمهام الملاحظة المستقلة والمحايدة للانتخابات التشريعية المرزعة تنظيها في 25 نونبر الجاري. وأوضح بلاغ للجنة أن هذه الأخيرة اعتمدت كلا من التسريح الجماعي لرصد الانتخابات، والمجلس الوطني لحقوق الإنسان، ومركز حقوق الناس، والمنتدى المدني الديمقراطي المغربي، ومنتدى الكرامة لحقوق الإنسان، والمنظمة المغربية لحقوق الإنسان، والهيئة المغربية لحقوق الإنسان. التحالف المدني للشباب من أجل الإصلاح، وجمعية مبادرات حضرية (البرنامج التشاركي المغربي). كما اعتمدت اللجنة مركز الشروق للديمقراطية والإعلام وحقوق الإنسان، وقدرالية الرابطة الليبرالية لحقوق المرأة، وجمعية إبداعات نسائية، وجمعية حركة التوبة فرع ابن جرير. وبخصوص المنظمات الدولية غير الحكومية، الشار البلاغ إلى أنه تم منح الاعتماد لكل من المعهد الوطني الديمقراطي، وشبكة



## وفدان عن الجمعية البرلمانية لمجلس أوروبا للقيام بملاحظة الانتخابات التشريعية المقبلة

أعلنت الجمعية البرلمانية لمجلس أوروبا، التي يوجد مقرها بستراسبورغ (شرق فرنسا)، أول أمس الاثنين، أن وفدين عن الجمعية سيزوران المغرب قريبا، للقيام بملاحظة الانتخابات المزمع تنظيمها في 25 نونبر الجاري.

وأوضح بلاغ للجمعية أن الوفد الأول، الذي سيرأسه السناتور التشيكي، طوماس جيرسا، سيقوم بزيارة إلى المغرب، قبل الانتخابات، في الفترة الممتدة من 9 نونبر الجاري إلى 12 منه.

وسيجري الوفد، الذي يتألف، أيضا، من السويسرية فرانسيس جون- كالام، والاستونية مارغوس هانسن، عدة لقاءات مع عدد من المسؤولين المغاربة قبل الانتخابات المقبلة.

وسيلتقي الوفد، على الخصوص، مع رئيسي مجلس النواب، ومجلس المستشارين، ورؤساء الفرق البرلمانية، وكاتب الدولة لدى وزير الداخلية، ورئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وكذا ممثلين عن المجتمع المدني، ووسائل الإعلام، والأحزاب غير الممثلة في البرلمان.

سيتموزع على كل أرجاء المغرب "كما تعتزم الجمعية إرسال وفد آخر، مكون من 20 عضوا، يوم 25 نونبر الجاري، للملاحظة سير العملية الانتخابية في مكاتب التصويت".

وكانت الجمعية البرلمانية لمجلس أوروبا، التي تضم 318 برلمانيا من 47 دولة عضوا في المجلس الأوروبي، منحت يونيو الماضي، "وضع الشريك من أجل الديمقراطية، في إطار إقامة التعاون المؤسسي مع 21 البرلمان المغربي، في". برلمانات الدول التي لا تتوفر على العضوية في المجلس بالمناطق المجاورة

وقامت الجمعية بملاحظة أزيد من 140 عملية انتخابية في كل أوروبا منذ 1989 ويحظى المغرب، فضلا عن وضعه لدى الجمعية البرلمانية لمجلس أوروبا، بالعضوية في هيئات أخرى تابعة للمجلس الأوروبي، الذي يعتبر هيئة منفصلة عن الاتحاد الأوروبي أنشأت سنة 1946 لدعم الديمقراطية.

كما يعتبر المغرب عضوا في هيئات تابعة لمجلس أوروبا، ولاسيما المفوضية الأوروبية للديمقراطية من خلال القانون (والمعروفة أكثر تحت اسم لجنة البندقية) منذ سنة 2007، والمركز الأوروبي للتكافل والتضامن العالمي (مركز شمال - ، ولجنة البندقية (مكافحة المخدرات) منذ يوليوز 2011/2009 جنوب) منذ سنة

## مشاريع برنامج جبر الضرر الجماعي

بيان اليوم : 09 - 11 - 2011 فنن العفاني

أعلن إدريس اليازمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان عن قرب إحداث متحفين جهويين لحفظ الذاكرة الجماعية الأول بالداخلة والثاني بورزازات، إذ سيتم من أجل ذلك تنظيم ندوتين علميتين بالمدينتين سالفتي الذكر خلال شهري دجنبر ويناير القادمين، مبرزا أن التحدي الحالي الذي يرتبط بإعمال برنامج جبر الضرر الجماعي يتعلق بمشروع رد الاعتبار للذاكرة الجماعية الذي يحظى بدعم من الاتحاد الأوروبي بما يشمل من محاور تتعلق بالتاريخ والأرشيف وحفظ الذاكرة. وجاء هذا الإعلان مساء الأربعاء الماضي بالرباط خلال إعطاء الانطلاقة لتنفيذ الشطر الأخير من مشاريع برنامج جبر الضرر الجماعي، الذي يندرج في إطار متابعة تفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، وبيروم تحقيق المصالحة في المناطق التي عانت القمع والتهميش خلال سنوات الرصاص، وإعادة بعض من الثقة المفقودة على مدى سنوات بين الساكنة ولكل ما يمت بصلة للدولة من مؤسسات وما يرتبط بها من مسؤولين.

وأكد اليازمي خلال هذا اللقاء الذي تم فيه توقيع عقود لتمويل 12 مشروعا جديدا تهم أقاليم أزيلال والخميسات وطانطان، والتي حظيت ولأول مرة بتمويل وزارة الداخلية بدل الاتحاد الأوروبي الذي مول أغلب مشاريع برنامج جبر الضرر الجماعي، (أكد) أنه بالإضافة إلى التحدي سالف الذكر الذي يرتبط بمشروع رد الاعتبار للذاكرة الجماعية، ثمة تحديان آخران يحيطان بإعمال برنامج جبر الضرر الجماعي، أولهما يخص تنفيذ الشطر الأخير من هذا البرنامج، فيما التحدي الثاني يتعلق باستمرار هذا البرنامج والنهج الذي يجب تبنيه لمتابعة أعماله.

وأبرز اليازمي الذي عبر عن فخره واعتزازه بنموذج التجربة المغربية الخاصة بالعدالة الانتقالية والتي أصبحت محط اهتمام ومصدر إلهام لعدد من الدول بما فيها تونس ومصر وليبيا، أن مجموعة من العوائق اعترضت تنفيذ برنامج الضرر الجماعي مما يضع على عاتق مختلف الشركاء المزيد من المسؤولية، منوها بالوتيرة المتسارعة التي تم بها دخول هذا البرنامج حيز التنفيذ.

ويصل الغلاف المالي الذي خصص لمشاريع الشطر الأخير من برنامج جبر الضرر الجماعي الذي وقعه كل من المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومؤسسة صندوق الإيداع والتدبير والجمعيات المستفيدة، إلى 12 مليون درهم، سيخصص لتمويل مشاريع تهم محاور حفظ الذاكرة (مشروع واحد)، تعزيز قدرات الفاعلين المحليين (مشروعان)، دعم الأنشطة المدرسة للدخل (خمسة مشاريع)، إدماج المرأة والطفل (أربعة مشاريع).

ومن جانبه، أكد امحمد كرين الرئيس المنتدب لمؤسسة صندوق الإيداع والتدبير استعداد المؤسسة لمرافقة ودعم للجمعيات المستفيدة خلال مرحلة تنفيذ مشاريعها التي تدرج في إطار جبر الضرر الجماعي، مبرزا الحصيلة الإيجابية التي تم تحقيقها بعد مرور أربع سنوات على إطلاق برنامج جبر الضرر الجماعي الذي انطلق سنة 2007. وأقر الرئيس المنتدب لمؤسسة صندوق الإيداع والتدبير بصعوبة قياس تأثير مشاريع البرنامج على الساكنة خاصة فيما يتعلق بجانب الإحساس بالإنصاف بالنسبة للساكنة والمناطق التي تضررت من الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، مبرزا في ذات الوقت أن مختلف التقييمات التشاركية التي تمت على المستوى الداخلي أو الخارجي كشفت عن مؤشرات إيجابية بشأن تحقيق الأهداف التي يسعى نحوها تطبيق البرنامج.

أما رئيسة قسم الحكامة بممثلة الاتحاد الأوروبي بالرباط، كوربي أندري، فقد ثمنت من جانبها قيام وزارة الداخلية بتمويل هذه المشاريع التي تخص الشطر الأخير من برنامج جبر الضرر الجماعي، وهو ما يعني أن الاتحاد الأوروبي الذي كان شريكا لهذا البرنامج منذ انطلاقه وواكب تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة نجح في مسار مواكبته لهذا البرنامج. وأشارت إلى أن مشاريع هذا الشطر الأخير من برنامج جبر الضرر الجماعي توجد في صميم مسار النهوض بحقوق الإنسان والديمقراطية، ولكونها تدرج في إطار واسع يعتمد على مقاربة الشراكة بين المؤسسات الوطنية ومنظمات المجتمع المدني والسلطات المحلية، «فإنها بالفعل تعد نموذجية بالنسبة لمسلسل الديمقراطية وإعادة الاعتبار التي في اعتقادنا ستمكن من تضييد جراح الماضي والتطلع بشكل بناء نحو المستقبل»

وفيما يخص الجمعيات ال (12) التي استفادت من الدعم في إطار هذا الشطر فحددت في جمعية تيغانمين للتنمية الاقتصادية والاجتماعية والتعاون، وجمعية إفسافس لمستغلي المياه الفلاحية، وجمعية أنركي للتنمية والبيئة والتواصل، وجمعية آيت واعلف للتنمية، وجمعية آيت توس للتنمية، وكلها توجد بإقليم أزيلال، فيما جمعية أمل آيت يشو للتنمية المحلية، وجمعية الأمل للأشخاص في وضعية إعاقة، فننتمي لمنطقة ولماس بالخميسات، أما جمعية جريفية للتنمية والتضامن، وجمعية لمسيد للسلم والمبادرة، وجمعية الشعلة للتربية والثقافة، والجمعية النسوية لنساجة الزرابي فتتواجد بإقليم طانطان.

## سقوط ضحايا من حركة 20 فبراير يهز الربيع المغربي "الهادي"

(نشطاء حقوق الإنسان يتظاهرون في الرباط ضد الاعتقالات (صورة الأرشيف)

الإصلاحات الدستورية التي أدخلها المغرب، توجد على محك استمرار تجاوزات حقوق الإنسان. وسقوط ضحايا من نشطاء حركة 20 فبراير يعيد قضية الإفلات من العقاب للواجهة والمخاوف من عودة ممارسات الماضي

تميز الربيع المغربي بإدخال توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة وتوسيع صلاحيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ضمن التعديلات الدستورية. ورأي مراقبون في التجربة المغربية كنموذج للتغيير الهادي في محيط مضطرب تهزه الثورات. غير أن توالي سقوط ضحايا من نشطاء حركة 20 فبراير الاحتجاجية وتعثر المساءلة في بعض الحالات يعزز مخاوف الحقوقيين من استمرار الإفلات من العقاب.

وشاعت الصدف أن يجاور ضحايا الحاضر، شهداء ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان خلال المسيرة التي نظمتها الجمعيات الحقوقية يوم 30 أكتوبر/تشرين الأول تخليداً لـ"يوم المختطف". المسيرة التي نظمت وسط العاصمة الرباط تحت شعار "مناهضة الإفلات من العقاب"، ارتبط فيها الماضي الأليم بعدم الثقة الكاملة في حاضر ومستقبل احترام حقوق الإنسان بالمملكة.

قبلها بيومين تعرض كمال الحساني، الناشط في حركة 20 فبراير و"الجمعية الوطنية لحملة الشهادات المعطلين"، في بني بوعياش (شمال المغرب) للقتل. في اليوم الموالي لهذا الحادث أعلن مصطفى المنورزي، رئيس المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف، استقالته من رئاسة هذه الجمعية الحقوقية "احتجاجاً على كل هذا العنف الذي تمارسه جهات غير معلومة تجاه المواطنين عامة، وعلى الناشطين الاجتماعيين والحقوقيين خاصة".

### "شهداء" 20 فبراير

ألقي القبض على قاتل كمال الحساني، وصرح الوكيل العام للملك بمحكمة الاستئناف بالحسيمة (سلطة الاتهام القضائية) بكون الجريمة "نتيجة تصفية حسابات"، وبأن "القاتل والضحية ينتميان معا إلى جمعية المعطلين". أما حركة 20 فبراير فأكدت أن الجاني ينتمي لما يسمى "البلطجية" الذين اعتادوا الاعتداء على أعضاء 20 فبراير بتواطؤ مع السلطة. بدورها الجمعية المغربية لحقوق الإنسان تصريحت الوكيل العام للملك "تأثيراً على مسار هيئة التحقيق".

قلق الجمعيات الحقوقية في المغرب ينبع من توالي سقوط الضحايا في أحداث ترتبط بأنشطة حركة 20 فبراير، والهيئات التي تشارك مع الحركة في رفع مطالب اجتماعية وسياسية. في هذا السياق تبنت الحركة ما أسمته "استشهاد" محمد بودرو، الذي توفي عندما تدخل رجال الأمن لتفريق اعتصام كان يقوده وأعضاء آخرين في جمعية للمعطلين بمدينة آسفي (غرب المغرب) قبل أسابيع على وفاة كمال الحساني.

آسفي حبست، قبل ذلك بأسابيع، أنفاس المغاربة حين سقط فيها "شهيد" آخر يوم 2 يونيو الماضي هو كمال العماري. المعطيات الأولية أظهرت أنه توفي جراء عدم علاجه من إصابات تعرض لها أثناء تدخل أمني استهدف مسيرة لحركة 20 فبراير بالمدينة.

حظ كريم الشايب لم يكن أفضل من حظ العماري، هذا الشاب توفي هو الآخر جراء تعرضه للضرب من طرف قوات الأمن خلال مشاركته في مسيرة لحركة 20 فبراير بمدينة صفرو (وسط البلاد)، كما يظهر ذلك شريط فيديو بث على الأنترنت.

في حين تبقى حالة الشبان الخمسة الذين عثر على جثثهم متفحمة في وكالة بنكية بمدينة الحسيمة (شمال البلاد) الأكثر غموضا. عائلات الضحايا الخمسة سبق لها أن أكدت في ندوة صحافية أن أبناءها تعرضوا للقتل يوم 20 فبراير الماضي، مكذبة بذلك الرواية الرسمية حول "احتراقهم عندما كانوا بصدد نهب الوكالة البنكية"، ومستنكرة منعها من الإطلاع على تسجيلات الكاميرا الموجودة في الوكالة البنكية لكشف الحقيقة.

## إفلات من العقاب

استنشر الكثيرون خيرا، حينما سارع المجلس الوطني لحقوق الإنسان (هيئة مقربة من القصر الملكي) إلى التحقيق في وفاة كمال العماري. اعتقد المتنبعون أن صفحة جديدة فتحت في تعاطي الدولة مع انتهاكات حقوق الإنسان، عنوانها عدم الإفلات من العقاب. غير أن المجلس لم يصدر أي تقرير في الموضوع، كما لم تتم بعد إحالة أي منهم على القضاء.

وفي هذا السياق تجدد الجمعية المغربية لحقوق الإنسان مطالبتها بـ"وضع حد للتماطل الذي طال التحقيق في قضية كافة شهداء حركة 20 فبراير ووضوح حد للإفلات من العقاب الذي يتمتع به المتورطون فيها". وتذكر بـ"استمرار الإفلات من العقاب في قضية قتل الشهيد كريم الشايب بصفرو، واستمرار الغموض وغياب الحقيقة في قضية شهداء الحسيمة الخمسة"، و"عدم تحريك أي متابعات بشأن قضية شهداء الحركة كمال العماري ومحمد بودرو". كما سبق للجمعية أن أشارت إلى "تعرض عدد من الشهود وأسر كمال العماري، لضغوط بهدف تنيهم عن تشبثهم بشهادتهم في القضية".

من جهتها تدعو أمينة بوعياش، رئيسة المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، إلى "عدم الخلط". تقول بوعياش في حوارها مع "دويتشه فيله": "إلى حدود الساعة لا يمكن أن نقول إن هناك إفلاتا من العقاب في قضية كمال الحساني، إذ اعتقل المتهم الرئيسي. أما في قضية كمال العماري فالملاحظ أن التحقيق القضائي لم يبلغ مدها رغم فتح تحقيق وتشريح الجثة. إن لا يتعلق الأمر بعدم إعمال المسطرة القضائية ولكن بعدم تطور التحقيق وتحديد المسؤوليات. مع الأسف ما يزال القضاء عاجزا عن السير إلى أبعد مدى في هذه القضايا".

## إرادة سياسية على المحك

### مظاهرة شهدتها الرباط يوم 30 أكتوبر للتنديد باستمرار حالة اللاعقاب في المغرب

غياب الحقيقة وعدم معاقبة الجناة في بعض قضايا من تسميهم حركة 20 فبراير بـ"الشهداء"، يأتي في ظل تطور مهم تجلى في تضمين توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة ومن ضمنها ما يتعلق بعدم الإفلات من العقاب، لنص الدستور الجديد.

أمينة بوعياش تنبه قائلة "لا نعتقد أن هناك ترجعا في الإرادة السياسية للدولة بخصوص احترام حقوق الإنسان. قبل أيام أدان القضاء ضابط شرطة في العيون (جنوب المغرب) متهم بتعذيب مواطن. من مصلحة الحقوقيين تجنب الاستغلال السياسي لهذه القضايا، لأنه لن يساعدنا في الضغط من أجل إعمال مبدأ عدم الإفلات من العقاب".

المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف تحدث عن ضرورة وضع استراتيجية وطنية لمناهضة الإفلات من العقاب. من بين الأهداف التي يعتزم المنتدى الضغط في سبيل تحقيقها من وراء هذه الاستراتيجية، يذكر مصطفى المانوزي في حوارها مع "دويتشه فيله": "تمكين الجمعيات الحقوقية من صفة المطالب بالحق الجنائي في قضايا انتهاك حقوق الإنسان، ومن تقديم شكايات مباشرة للقضاء. إضافة إلى تحسيس الدولة بأهمية المصادقة على المحكمة الجنائية الدولية دون أن يكون لهذه المصادقة أثر رجعي يشمل الانتهاكات الحاصلة في الماضي".

إسماعيل بلاو علي - الرباط

مراجعة: منصف السليمي